

Comment un communiqué précipité a plongé le PPA-CI dans la crise



CONNECTION

IVOIRIENNE.NET

info@connectionivoirienne.net – Premier site d'information et d'actualité -Indépendant en Côte d'Ivoire - Mardi 25 Novembre 2025



Une dizaine de chefs d'État attendus pour l'investiture de Ouattara



Abidjan se prépare: Une dizaine de chefs d'État attendus pour l'investiture de Ouattara

La présidence ivoirienne prépare activement la cérémonie d'investiture d'Alassane Ouattara, prévue le 8 décembre prochain, après sa réélection du 25 octobre pour un quatrième mandat. De retour à Abidjan le 23 novembre, après un séjour privé en France, le chef de l'État supervise personnellement les derniers ajustements. Souhaitant une cérémonie sobre et sans faste, Alassane Ouattara a écarté plusieurs sites emblématiques, dont le parc des expositions, le Sofitel Ivoire et les grands stades du pays. Sauf changement de dernière minute, l'événement devrait se tenir sur l'esplanade de la présidence, un espace pouvant accueillir environ 1 200 invités. En parallèle, les cadres du RHDP, son parti, ont organisé dans plusieurs régions du pays des célébrations plus festives pour marquer sa victoire.

Selon des informations de Jeune-Afrique, une dizaine de dirigeants africains sont attendus à Abidjan. Parmi eux :

Ismaël Omar Guelleh (Djibouti)
 Denis Sassou Nguesso (Congo)
 Brice Clotaire Oligui Nguema (Gabon)
 Bassirou Diomaye Faye (Sénégal)
 Umaro Sissoco Embaló (Guinée-Bissau), actuellement en campagne
 Joseph Boakai (Liberia)
 John Dramani Mahama (Ghana)
 Faure Gnassingbé, le président du Togo, devrait également être présent. Les partenaires internationaux de la Côte d'Ivoire prévoient aussi d'envoyer des délégations officielles. Les États-Unis pourraient être représentés par Massad Boulos,



conseiller spécial pour l'Afrique du président Donald Trump. Sa présence n'est pas encore confirmée, mais Washington envisage d'être représenté à un «haut niveau».

Diplomatie économique: le Sénégal peut-il compter sur les pays du Golfe pour contourner le FMI ?

Le récent déplacement du Premier ministre Ousmane Sonko aux Émirats arabes unis remet au goût du jour un mécanisme bien connu dans la diplomatie économique du Golfe : la "bailout diplomacy". Ce dispositif, déjà mobilisé au Moyen-Orient et en Asie, consiste en une assistance financière accordée à des États en difficulté budgétaire, souvent sous forme de prêts concessionnels, parfois sans intérêts. L'Égypte en a bénéficié en 2016 à hauteur de 12 milliards de dollars, le Pakistan a reçu 6 milliards de l'Arabie Saoudite et des Émirats en 2018, et la Jordanie y a eu recours à plusieurs reprises. Ces interventions ont souvent permis à ces pays de traverser des crises financières sans recourir immédiatement aux conditionnalités rigoureuses des institutions de Bretton Woods. **Le Sénégal pourrait-il, à son tour, activer ce levier pour s'affranchir du FMI ?** Selon l'analyste Alioune Aboutalib, c'est envisagea-

ble au vu des relations politiques solides établies avec les monarchies du Golfe. Néanmoins, cela constituerait une première en Afrique subsaharienne, car ce mécanisme n'a encore jamais été appliqué dans cette région. Les pays du Golfe ont certes déjà soutenu ponctuellement certains États africains, principalement à l'Est, mais jamais dans le cadre d'un véritable "bailout". Livres politiques Dans le contexte actuel de tensions avec le FMI, cette option pourrait représenter une alternative crédible, à condition d'être étudiée avec rigueur. Car, rappelle Aboutalib, "en politique internationale, rien n'est gratuit". Même si la philanthropie occupe une place importante dans la diplomatie arabe, tout soutien financier d'envergure s'accompagne d'attentes stratégiques, politiques ou économiques. D'où la nécessité pour Dakar de bien mesurer les contreparties éventuelles avant d'envisager une telle démarche.



Mangez local.....
Manger naturel.....
Mangez sain.



Unité de production de farines locales de patate douce à chair orange et violette Agboville, Côte d'Ivoire

Les ressources naturelles au coeur de notre activité

diidisarl@gmail.com
+225 05 54 95 26 87

comment un communiqué précipité a plongé le PPA-CI dans la crise



Le Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI) traverse une zone de turbulences après la publication, le 6 novembre, d'un communiqué annonçant le boycott des législatives du 27 décembre prochain. Selon plusieurs sources internes, le texte aurait été diffusé sans la validation préalable de Laurent Gbagbo, président du parti, qui souhaitait y apporter des amendements. «Avant même que nous ne quittions la salle, le commu-

niqué était déjà sur les réseaux sociaux », confie un député sortant présent lors de la réunion du comité central. Cette précipitation a aussitôt créé un malaise au sein de l'état-major. Gbagbo, informé après coup, n'aurait pas apprécié d'être mis devant le fait accompli, d'autant que la question de la participation aux législatives demeurerait stratégique pour un parti tout juste sorti d'une bataille politique et juridique autour de sa candidature à la présidentielle de 2025.

Depuis, les camps s'observent et les critiques se multiplient en interne. Certains y voient une tentative d'imposer une ligne radicale, d'autres dénoncent une désorganisation qui expose le parti à des fractures à quelques mois d'une élection cruciale. Au PPA-CI, la gestion de cette crise devient désormais un test majeur d'unité et de leadership. Gbagbo devra trancher et recadrer, au risque de voir s'installer durablement le doute sur la cohésion de son parti.

Législatives 2025: des députés touchent des indemnités doublées grâce au raccourcissement du mandat

Selon plusieurs sources parlementaires, les députés ivoiriens ont déjà perçu la totalité de leurs indemnités jusqu'à la fin théorique de la législature en cours, fixée au 6 mars prochain. Cette situation résulte de la décision du gouvernement de raccourcir exceptionnellement la durée du mandat afin d'aligner la tenue des élections législatives sur la nouvelle date du 27 décembre, au lieu du traditionnel début mars. En conséquence, le mandat actuel prend fin plus de deux mois avant la période pour laquelle les élus avaient initialement été rémunérés. Lors de discussions internes, plusieurs députés auraient exigé que l'Etat honore l'intégralité des indemnités prévues pour la durée complète du mandat, estimant que la modification du calendrier électoral ne devait pas affecter leurs droits financiers.



Résultat :
les indemnités couvrant jusqu'au 6 mars ont été versées en totalité ; certains députés réélus le 27 décembre percevront donc deux séries d'émoluments pour une période qui se chevauche :celles de l'ancienne législature (déjà payées),et celles de la nouvelle législature

qui démarre immédiatement. Une situation qui suscite déjà des interrogations sur la gestion budgétaire et la transparence autour des avantages accordés aux élus, dans un contexte où la question du train de vie de l'Etat revient régulièrement dans le débat public.

Arrivée de la dépouille de Sam Ettiasse à Abidjan: émotion et recueillement au PPA-CI



Décédé le 15 novembre en France, Sam Ettiasse, ancien membre du Conseil stratégique et politique du PPA-CI et ex-ministre, a été rapatrié ce jeudi 21 novembre à Abidjan. Sa dépouille a atterri en fin de matinée à l'aéroport Félix Houphouët-Boigny, où un important dispositif d'accueil avait été organisé. Les principaux responsables du parti, accompagnés de nombreux cadres, militants et sympathisants, ont fait le déplacement pour rendre un premier hommage à celui que tous décrivent comme un serviteur loyal de l'Etat et un

fidèle compagnon du président Laurent Gbagbo. L'atmosphère était particulièrement lourde. Familles, proches, amis et connaissances ont fondu en larmes dès l'apparition du cercueil, visiblement bouleversés par la disparition de cette figure respectée du mouvement. Le PPA-CI a annoncé qu'un hommage officiel et solennel sera rendu dans les prochains jours, afin de célébrer la mémoire de Sam Ettiasse, salué pour son engagement sans faille et son attachement constant à la souveraineté de la Côte d'Ivoire.



Fondation Children of Africa
Un autre avenir pour les Enfants d'Afrique

la Côte d'Ivoire prend la vice-présidence de la CMF et réaffirme son engagement pour l'autonomisation des femmes

La Côte d'Ivoire, par la voix de sa ministre de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, a réaffirmé son engagement pour l'inclusion et la pleine autonomisation des femmes au sein de l'espace francophone. C'était, ce mercredi 19 novembre 2025, à Kigali, à l'ouverture de la 46e Conférence ministérielle de la Francophonie qui se tient dans la capitale rwandaise, les 19 et 20 novembre, autour du thème : « Trente (30) ans après la Conférence de Beijing : la contribution des femmes dans l'espace », en présence de la Secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo. Pour la seconde fois consécutive, la Côte d'Ivoire a également été désignée pour assurer la Vice-Présidence de la CMF, fruit d'un travail exemplaire, reconnu au sein de la Francophonie dont elle est le 4e pays locuteur.

« La Francophonie rappelle que la question du genre n'est pas une option mais un impératif », a, d'entrée, affirmé Françoise Remarck en présentant le cas de la Côte d'Ivoire. « La Côte d'Ivoire réaffirme aujourd'hui, ici à Kigali, son engagement pour un espace francophone bâti autour de politiques encore plus inclusives pour les femmes et leur pleine autonomisation », a t-elle relevé.

Le pays a, pour ce faire, ratifié tous les instruments majeurs dont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Programme d'action de Beijing, les Objectifs de développement durable, et la Déclaration de la Francophonie sur l'égalité femmes-hommes.

Poursuivant, la ministre Françoise Remarck, cheffe de la délégation ivoirienne au Pays des mille collines, a précisé que, sous le Président Alassane Ouattara, le cadre normatif de la Côte d'Ivoire s'est considérablement renforcé. Et ce, par l'adoption de lois garantissant l'égalité hommes – femmes dans la famille, l'héritage et le mariage, la criminalisation du viol et la lutte accrue contre les violences basées sur le genre, la révision de la Politique nationale Genre en 2023, l'instauration d'un quota minimum de 30 % de femmes sur les listes électorales.

Elle a rappelé que le Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI) créé en 2012, par la Première Dame, Dominique Ouattara, le Fonds national femme et développement (FNFD), le Programme Développement des Initiatives et des capacités économiques des femmes, le Projet autonomisation des femmes et dividende démographique et d'autres mécanismes innovants, ont mobilisé près de 100 milliards de FCFA et soutenu plus de 400 000 projets féminins.

La représentativité des femmes à 27 % de l'Assemblée nationale, et 22,25 % du Sénat qui est présidé pour la première fois par une femme, Kandia Camara ; le taux d'alphabétisation des jeunes filles passé de 47 % à 53 %, depuis 2015, l'ouverture des écoles militaires et techniques aux jeunes filles sont autant de décisions en faveur de la pleine autonomisation des femmes. Toutes ces réformes ont permis au pays d'être reconnu par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à travers le rapport Social Institutions and Gender Index (SIGI) 2023, comme chef de file africain, pour ses progrès en matière d'égalité femmes-hommes, d'autonomisation des femmes et de réduction des discriminations, pour l'accès aux ressources et les libertés civiles.

« Trente ans après Beijing, la Côte d'Ivoire



avance avec détermination, ayant intégré dans ses politiques publiques l'égalité du genre, la valorisation des compétences féminines, non seulement comme un droit, mais aussi comme un réel moteur de paix pour un développement durable et équitable du pays », a assuré Françoise Remarck.

Les lampions se sont éteints le jeudi 20 novembre 2025 à Kigali, sur la 46e Conférence ministérielle de la Francophonie. La Côte d'Ivoire a fait entendre sa voix représentée par la Ministre Françoise Remarck, Ministre Chargé de la Francophonie, puis par l'Ambassadeur S.E l'Ambassadeur Maurice Bandaman, Représentant personnel du Président près la Francophonie, la Ministre ayant regagné Abidjan la matinée du 20 novembre car elle était attendue à l'Assemblée Nationale hier vendredi 21 novembre 2025.

Un moment fort a été la passation de présidence entre la France et le Cambodge, qui accueillera le prochain Sommet du 14 au 16 novembre 2026, dans la ville de Siem Reap, au Cambodge, près du site Angkor. Cette localité est classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le thème retenu pour ce prochain Sommet est « La paix, vecteur de développement durable ».

La clôture de cette réunion de haut niveau a également été marquée par la standing ovation pour S.E.M Louise Mushikiwabo, Secrétaire Générale qui sera très bientôt en fin de mandat et les conditions d'éligibilité pour le scrutin qui aura lieu en 2026. La Côte d'Ivoire a officiellement annoncé son soutien à la SG de l'OIF, pour un nouveau mandat « qu'elle parrainerait ». D'autres pays ont également demandé à Madame Louise Mushikiwabo de se porter candidate pour le scrutin en 2026.

La Secrétaire Général a su allier rigueur, proposer et faire appliquer des réformes audacieuses, privilégier face aux crises qui secouent notre espace francophone, en premier lieu de dialogue. Le multilinguisme demeure une force pour la Francophonie, ses différents programmes dont ceux destinés aux femmes , aux enseignants pour leur formation. L'OIF doit, ceci dit, tenir compte des mutations diverses et parfois aux conséquences insoupçonnées. L'appel de Kigali

(déclaration) engage entre autres, les États et les Gouvernements, à renforcer la collecte de données sur l'égalité femmes-hommes, à garantir la protection et la participation des femmes dans tous domaines.

Pour rappel, la Ministre chargée de la Francophonie a eu le 18 novembre, une rencontre bila-

térale avec son homologue du Québec, le Ministre Christopher Skeete autour de sujets de convergence, la formation des jeunes, leur employabilité, la souveraineté numérique et les échanges divers entre les deux pays. Rendez-vous au Cambodge en 2026.

CICG

Ruée vers l'or en Afrique de l'Ouest: la Côte d'Ivoire et la Guinée veulent rattraper le Ghana, le Mali et le Burkina



Alors que Goldman Sachs projette un cours record de 4 900 dollars l'once d'ici fin 2026, la course mondiale à l'or s'intensifie.

En Afrique de l'Ouest, la Guinée et la Côte d'Ivoire entendent désormais s'affirmer comme des terres d'extraction et d'investissement, analyse Jeune Afrique. Les deux pays cherchent à combler leur retard sur le trio de tête : Ghana, Mali et Burkina Faso, premiers producteurs de la région. Selon le mensuel panafricain, la Côte d'Ivoire et la Guinée, où de nouveaux gisements ont été récemment découverts, attirent de plus en plus d'investisseurs canadiens, chinois et australiens. « La Côte d'Ivoire reste peu explorée et son potentiel est immense », notent plusieurs géologues cités par Jeune Afrique. De leur côté, les investisseurs privés se détournent progressivement du Mali et du Burkina, où les nouvelles législations minières favorisent davantage les États, tandis que

l'insécurité complique les opérations.

Une ruée vers l'or aux lourds enjeux

L'embellie du secteur ne masque pas les interrogations. Le Frankfurter Allgemeine Zeitung rappelle que l'or demeure une valeur refuge dans un contexte géopolitique instable, malgré une récente correction ayant fait brièvement passer les cours sous les 4 000 dollars l'once. Pour les économistes interrogés, « la course n'est pas terminée ». Mais cette frénésie n'est pas sans conséquences. D'abord sociales : le « coût de la main-d'œuvre compétitif » mis en avant par les investisseurs n'est souvent qu'un synonyme de salaires très bas. Ensuite environnementales : pollution au mercure, destruction des sols, tonnes de terre déplacées pour extraire un seul gramme de métal précieux. En pleine COP30, une question demeure : cette nouvelle ruée vers l'or peut-elle se faire à n'importe quel prix ?

Avec Radiofrance

Adama Coulibaly édifie les députés sur les grandes orientations du Budget 2026, estimé à 17 350 milliards de FCFA



Le mardi 18 novembre 2025, le ministre des Finances et du Budget, Adama Coulibaly, a présenté devant la Commission des Affaires économiques et financières de l'Assemblée nationale le projet de budget de l'État pour l'exercice 2026. Cette présentation marque l'une des dernières étapes du processus d'adoption avant son entrée en vigueur prévue en janvier 2026. Dès l'entame de son exposé, le ministre a exprimé sa gratitude aux députés pour « l'opportunité offerte au

gouvernement de soumettre à l'Assemblée nationale le projet de budget de l'État pour l'exercice 2026 ». Il a ensuite rappelé les 13 étapes qui rythment la préparation du budget national, depuis le cadrage macroéconomique du mois de mars jusqu'aux débats parlementaires de novembre-décembre. «**Nous sommes actuellement à la douzième étape, celle qui ouvre la voie à l'adoption du budget** », a précisé Adama Coulibaly. Pour 2026, le projet de budget de l'État s'élève

à 17 350,2 milliards de francs CFA, soit une hausse de 13,1 % par rapport à l'exercice 2025. Cette progression traduit les ambitions du gouvernement en matière de développement, de consolidation économique et de financement des priorités nationales. La Commission parlementaire poursuivra l'examen détaillé des enveloppes sectorielles avant la phase finale de vote en séance plénière.

Avec Koaci

Côte d'Ivoire: le projet aurifère Assafo-Dibibango entre dans une phase clé



Le développement du projet aurifère Assafo-Dibibango, dans le département de Tanda, avance avec l'approbation officielle de son étude d'impact environnemental et social par le ministère de l'Environnement. Cette décision ouvre la voie à la poursuite des travaux menés par Endeavour Mining, déjà active sur plusieurs sites aurifères du pays. Billets Air Côte d'Ivoire L'étude de préféabilité rendue publique fin 2024 décrit un projet appelé à devenir l'un des plus importants du portefeuille ivoirien. Endeavour y prévoit une production moyenne d'environ 330 000 onces d'or par an durant les dix premières années d'exploitation, un volume qui placerait Assafo-Dibibango parmi les sites aurifères les plus ambitieux du pays. L'entreprise insiste également sur un coût d'exploitation relativement faible, un argument qui renforce l'attractivité du projet. L'étude d'impact, réalisée par le cabinet CI-ENVAL, constitue un passage obligatoire. Elle examine les effets potentiels de l'exploitation sur l'environnement, les sols, l'eau et les communautés riveraines. L'approbation délivrée par les autorités signifie que les mesures proposées pour réduire les impacts ont été jugées conformes aux normes nationales. Les prochaines étapes devraient préciser les engagements définitifs en matière de compensation, de suivi environnemental et de gestion des terres. Comme souvent dans le secteur minier, les attentes économiques sont importantes. Le projet pourrait générer des revenus non négligeables pour l'État à travers les redevances et taxes minières. Les retombées locales sont également évoquées: emplois, opportunités pour les entreprises de la région, amélioration des infrastructures. Mais

de nombreux observateurs rappellent que ces bénéfices doivent être mesurés à l'aune des réalités du terrain. Les populations concernées attendent notamment des garanties sur le relogement éventuel, l'accès à l'eau, la protection des zones agricoles et le respect des engagements annoncés. La Côte d'Ivoire cherche depuis plusieurs années à renforcer l'attractivité de son secteur minier. Le cadre légal a été revu, les contrôles environnementaux renforcés, et plusieurs projets d'envergure ont vu le jour. Assafo-Dibibango s'inscrit dans cette dynamique, mais sa réussite dépendra de la capacité d'Endeavour et de l'État à assurer un suivi rigoureux des promesses faites aux populations. Pour l'heure, aucun calendrier précis n'a été communiqué sur le début effectif de l'exploitation industrielle. L'entreprise doit encore finaliser l'étude de faisabilité complète et prendre une décision d'investissement. La mise en place des infrastructures minières et des dispositifs de suivi social et environnemental figurera parmi les étapes les plus sensibles. Dans une région où les projets extractifs se multiplient, Assafo-Dibibango sera observé de près. Les défis sont connus: retombées économiques transparentes, gestion environnementale crédible, implication des communautés. Les mois à venir permettront de mesurer si ce projet peut répondre à ces attentes dans une zone où les enjeux sociaux restent particulièrement forts.

F. Kouadio
Cap'Ivoire Info / @CapIvoire_Info



PDCI Gagnoa – Me Kouoto Atabi justifie la candidature indépendante de Guikahué

Le délégué départemental du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) Gagnoa 1, Me Kouoto Atabi Honoré, a justifié lors d'une conférence de presse tenue dimanche 16 novembre 2025 à Gagnoa, la décision prise par le député sortant de la circonscription électorale de Dougroupalégnoua, Doukouyo, Gnagbodougnoa, Sérhio communes et sous-préfectures, Gagnoa sous-préfecture, Maurice Kakou Guikahué, pour le compte du PDCI, de se porter candidat indépendant, dans le cadre des législatives 2025. Billets Air Côte « Les gens voulaient que nous soyons forclos par notre faute. Mais, ils se sont trompés, car nous avons déjà l'information, que notre candidature avait été rejetée par la haute direction du parti, » a fait savoir Me Kouoto. Répondant à la question de savoir pourquoi Guikahué est candidat indépendant, l'avocat a expliqué qu'il s'agissait d'un « complot » contre le candidat choisi par 17 des 19 secrétaires de sections que compte la circonscription électorale et confirmé par le comité de 15 personnes de la Haute représentation du Gôh-Djiboua, chargé d'examiner les candidatures.

« Plus grave », affirme Me Atabi, jusqu'à 21h30, alors qu'il se trouvait à la Commission électorale indépendante (CEI) en compagnie des membres de la Haute direction du PDCI, aucun d'eux n'a daigné lui communiquer l'information, ni lui remettre la mandat d'investiture, alors que le Pr Guikahué « n'est quand même pas n'importe qui au PDCI ».

Ce qui est le plus « absurde » est le choix porté sur une personne qui n'est membre d'aucune section du PDCI de la circonscription électorale, qui n'a jamais pris part aux réunions du PDCI à Gagnoa. Aucun militant de la base ne le connaît, en dehors du fait qu'il soit président de l'Association Agni-Baoulé de Gagnoa, a fait savoir le coordonnateur régional du Goh, au niveau de la haute représentation du Goh-Djiboua.

Pour lui, il s'agit d'une volonté de la haute direction de son parti, de vouloir « humilier » l'ex-secrétaire exécutif en chef du PDCI. « C'est moi, alors que le professeur attendait toujours l'appel du parti depuis sa résidence, qui ait demandé à ce que nous prenions nos responsabilités. J'ai écrit de ma main, le mot 'Indépendant', à 21h39 sur la fiche de renseignement, parce que j'avais vu que mon parti tentait de mettre mon candidat dans un traquenard », a affirmé Me Atabi.

Il a indiqué son incompréhension d'abandonner un candidat choisi par la base et qui est député depuis 2016.



« J'avais le ticket 8 et Yao Kouamé René (candidat retenu) avait le ticket 7, et la haute direction est arrivée peu après 20h00, et n'a pas osé me dire qu'il avait donné le mandat d'investiture à M. Yao », s'est indigné celui qui est considéré comme le préfet du parti dans la délégation. « Il faut être élégant, même quand on veut être méchant », a lâché l'animateur principal du parti au

niveau local.

La circonscription électorale compte 72 villages pour 150 campements, et une population électorale de 36 390 électeurs.

(AIP)
dd/fmo

Il a indiqué son incompréhension d'abandonner un candidat choisi par la base et qui est député depuis 2016.



Des candidatures pro-Gbagbo aux législatives 2025 malgré le boycott: signes d'une recomposition interne ?

Une consigne de boycott de plus en plus difficile à contenir

Malgré la ligne officielle du PPA-CI, qui a annoncé sa non-participation aux législatives du 27 décembre 2025, plusieurs personnalités issues de la galaxie Gbagbo ont décidé de déposer leur candidature. Certaines l'ont fait en indépendants, d'autres sous l'étiquette EDS, coalition historiquement proche de Laurent Gbagbo. Livres sur Gbagbo Cette multiplication de candidatures hors ligne interroge la cohésion interne du parti et révèle les tensions d'une opposition en pleine réorganisation.

Le cas emblématique de Blaise Lasm

Au centre des attentions, la candidature de Blaise Lasm continue de surprendre. Malgré sa détention préventive, l'intéressé a pu déposer son dossier dans les délais, aucun jugement définitif ne le

frappant d'inéligibilité. Pour ses soutiens, sa démarche relève d'« un acte de résistance politique » destiné à maintenir la présence de la mouvance Gbagbo dans l'arène institutionnelle. Ses détracteurs, eux, y voient un défi ouvert à la direction du PPA-CI.

D'autres cadres pro-Gbagbo franchissent le pas

Blaise Lasm n'est pas seul. Plusieurs figures connues de l'entourage historique de Laurent Gbagbo – anciens leaders de jeunesse, ex-détenus politiques, cadres locaux influents – ont également choisi de concourir.

Leur décision souligne l'existence de courants internes divergents :

un courant attaché à la discipline de parti et au respect strict du boycott ;
un courant plus pragmatique, estimant

que l'absence du PPA-CI laisserait le terrain libre au RHDP, affaiblissant durablement l'opposition.

Le contexte : une opposition en repositionnement après l'échec de la reconquête du pouvoir

Depuis la présidentielle contestée de 2020 et la recomposition permanente de l'espace politique ivoirien, l'opposition tente de redéfinir ses stratégies. Le PPA-CI, privé de son leader Laurent Gbagbo pour la bataille de 2025, a choisi une posture radicale : boycott électoral, dénonciation des conditions politiques et mobilisation extra-institutionnelle. Mais cette position ne fait pas l'unanimité : certains estiment qu'elle marginalise le parti ; d'autres jugent qu'elle est indispensable pour contester un système électoral jugé verrouillé. Livres politiques

COP30 : Comment financer la transition climatique dans les pays en développement ?

Financer la transition climatique dans les pays en développement nécessite près de 1 300 milliards de dollars par an. Si certains outils émergent, ils supposent une transformation profonde de l'architecture financière internationale pour garantir une répartition plus équitable des efforts.

Un enjeu central des négociations internationales

La capacité à mobiliser des financements climatiques pérennes pour les pays du Sud demeure l'un des déterminants majeurs du succès des COP. Cet enjeu est d'autant plus sensible que le contexte international se caractérise par une défiance américaine envers les processus onusiens, une fragmentation géopolitique croissante et une faible volonté des pays développés d'accroître leurs dépenses publiques, surtout lorsqu'il s'agit de soutenir d'autres nations. Dans ce cadre, l'un des rares acquis de la COP29 de Bakou (2024) est l'engagement des pays développés à fournir au moins 300 milliards de dollars par an d'ici 2035, destinés à l'atténuation, l'adaptation et les soutiens connexes. Cet engagement représente un saut important par rapport au seuil des 100 milliards fixés à Copenhague (2009) et réaffirmés à Paris (2015). Parallèlement, les négociateurs ont reconnu, sur la base des travaux du Groupe d'experts indépendants de haut niveau, que les pays en développement (hors Chine) auront besoin de 1 300 milliards de dollars par an d'ici 2035 en financements externes publics et privés. Résultat : même si les promesses de la COP29 étaient respectées, il subsisterait un déficit annuel d'environ 1 000 milliards de dollars. Par rapport aux financements climatiques réellement mobilisés en 2023 — environ 200 milliards, dont une grande partie sous forme de prêts non concessionnels —, l'écart atteint même 1 100 milliards.

À la COP30 : comment combler cet écart colossal ?

Ce déficit sera au cœur des discussions de la COP30 à Belém (10–21 novembre 2025), où différentes approches — parfois antagonistes — devraient être débattues. Certains défendent l'idée que des incitations mieux conçues dans l'économie réelle pourraient naturellement réorienter les financements vers les économies en développement, notamment via un prix mondial du carbone ou la réallocation des subventions aux énergies fossiles vers les technologies vertes. Mais si les panneaux solaires ou les véhicules électriques deviennent de plus en plus compétitifs, cette approche souffre de limites sérieuses : impacts sociaux, résistances politiques, et surtout nécessité d'investissements publics massifs et d'une politique industrielle ambitieuse pour provoquer des transformations structurelles. Livres politiques

Les pays en développement doivent en outre surmonter deux obstacles majeurs :

l'accès restreint à un financement long terme et abordable ; une vulnérabilité extrême aux impacts climatiques, qui renchérit leurs coûts d'emprunt et menace la viabilité de leur dette.

Un véritable cercle vicieux qui limite sévèrement leur capacité à attirer des financements externes. Pistes « pragmatiques » : mécanismes innovants et fiscalité internationale Face à cela, plusieurs propositions «

pragmatiques » circulent pour renforcer rapidement les flux financiers sans bouleverser l'ordre financier mondial. L'une des plus attendues est le Tropical Forest Forever Facility (TFFF), porté par le Brésil et dont le lancement est prévu à la COP30. Ce fonds mixte, d'environ 125 milliards de dollars, rémunérerait les pays qui préservent leurs forêts tropicales. Les investissements seraient placés sur les marchés financiers, et les rendements financeraient des paiements annuels pour la conservation. Autre initiative en pleine montée : les contributions de solidarité mondiale (Global Solidarity Levies – GSL). Il s'agit de taxes nationales harmonisées au niveau international, destinées à financer des biens publics globaux. Une coalition de quatorze pays, dont la France, étudie leur potentiel. Des prélèvements sur l'aviation internationale et le transport maritime pourraient générer 100 à 150 milliards de dollars par an, voire jusqu'à 400 milliards dans des scénarios ambitieux — soit 10 à 30 % de l'objectif annuel de 1 300 milliards. Des contributions sur les transactions financières, les grandes fortunes ou les exportations d'énergies fossiles offriraient des marges encore plus élevées.

Pour une refonte de l'architecture financière internationale

Ces mécanismes, bien qu'utiles, ne suffiront probablement pas. Ils risquent de n'apporter que des solutions partielles et de maintenir les asymétries Nord-Sud. D'où

l'appel croissant à une refonte profonde de l'architecture financière mondiale, centrée sur les problèmes structurels de dette et de liquidité des pays du Sud, dont plusieurs sont proches du défaut de paiement. La restructuration de la dette adossée à des engagements climatiques ou de biodiversité apparaît ainsi comme un levier essentiel : en convertissant une partie de leur dette en investissements verts, les pays très endettés pourraient regagner de la marge budgétaire tout en contribuant à la durabilité globale. Une autre piste consiste à réaffecter les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI vers des financements climatique. L'émission de 650 milliards de dollars durant la pandémie, soit l'équivalent de la moitié des besoins annuels estimés pour le climat, a montré le potentiel considérable de cet instrument s'il était orienté vers des objectifs écologiques.

Combinés stratégiquement, restructuration de dette et mobilisation de DTS pourraient également stimuler l'investissement privé. Une transformation nécessaire, au-delà de la finance

Les innovations financières ne remplaceront pas les transformations profondes de l'économie réelle : renégociation des accords commerciaux, transferts massifs de technologies, réforme des systèmes alimentaires, etc. Mais elles peuvent considérablement améliorer l'accès des pays en développement à un financement climatique abordable, stable et aligné sur leurs trajectoires nationales.

L'enjeu est donc de concevoir les réformes financières non comme de simples outils techniques pour combler un déficit, mais comme des choix politiques déterminants, qui façonneront l'équité et l'efficacité d'une architecture financière internationale en pleine recomposition.



L'ours

Ozirix communication & conseils Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE: NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)
Email:info@connectionivoirienne.net. com**Phones:** Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10 Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipeinfo@connectionivoirienne.net
Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique Directeur de la publication, cofondateurs.
Débailly:Politique : 01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10
Sylvie Kouamé : Économie et politique
Hervé Coulibaly : Intelligences et société
Liman Serge : Sports et culture
Maquetiste Ignace.Gballou : 07 58 16 20 73



Coupe du monde 2026: la FIFA et Washington lancent le “FIFA PASS” pour faciliter l'obtention de visas américains

À quelques mois de la Coupe du monde 2026, la FIFA et le département d'État américain ont dévoilé une innovation majeure destinée à fluidifier les démarches de voyage : le FIFA PASS, un système donnant aux détenteurs de billets un accès prioritaire aux rendez-vous d'entretien pour l'obtention d'un visa américain. L'annonce a été faite lors d'un événement officiel à la Maison Blanche, en présence de plusieurs personnalités :

Un dispositif pensé pour des millions de supporters
Dès début 2026, tout détenteur d'un billet pour l'une des rencontres du Mondial pourra solliciter un entretien accéléré pour son visa. Les voyageurs issus des pays bénéficiant déjà du Programme d'exemption de visa conserveront la possibilité de passer par l'ESTA. L'objectif affiché : anticiper l'afflux massif de visiteurs attendu sur le territoire américain dans le cadre du plus grand événement sportif

jamais organisé en Amérique du Nord.
Une Coupe du monde aux chiffres colossaux
Le Mondial 2026 sera réparti dans 16 villes hôtes au Canada, au Mexique et aux États-Unis, dont 11 sites américains pour un total de 78 matches. Plus de 6 millions de billets doivent être mis en vente, un record absolu. Selon une étude conjointe de la FIFA et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) publiée plus tôt cette année, le tournoi devrait générer : 185 000 emplois équivalents temps plein, plus de 30 milliards de dollars de production brute, et 17,2 milliards de dollars de contribution au PIB américain. Des retombées qui justifient, selon Washington, un assouplissement ciblé des procédures d'entrée sur le territoire.
Un geste envers les supporters de pays sous tension diplomatique
Le FIFA PASS représente également un signal politique : il permettra

à des supporters venus de pays habituellement soumis à des restrictions ou à des contrôles sévères - comme l'Iran, le Mexique ou la Colombie - de bénéficier d'un accès simplifié au processus de demande de visa. Ces trois pays, où les relations diplomatiques avec les États-Unis restent tendues, figurent parmi les plus grands réservoirs de passionnés de football.
Une coopération stratégique entre la FIFA et Washington
Le dispositif illustre l'étroite collaboration entre la FIFA et les autorités américaines, soucieuses d'assurer une Coupe du monde plus accessible, inclusive et sécurisée. À mesure que l'échéance approche, d'autres mesures pourraient être annoncées pour garantir une organisation fluide de l'événement le plus suivi de la planète.

«Le RHDP est au pouvoir parce que les Ivoiriens ne votent pas» (Me Serge Ouraga, porte-parole du COJEP)

Le porte-parole du Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (COJEP, opposition), Me Serge Ouraga, estime que le Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP, parti au pouvoir) « se maintient grâce à la faible participation électorale ». Dans un entretien accordé à ALERTE INFO, l'avocat a appelé les Ivoiriens à « rompre avec la résignation » et à prendre massivement part aux prochaines législatives. Selon Me Ouraga, le pouvoir en place bénéficie avant tout de « l'abstention structurelle » observée lors des élections depuis plus d'une décennie. « Le RHDP n'est pas majoritaire dans le pays. Il est

majoritaire dans les urnes parce que les Ivoiriens boudent les scrutins. Tant que les citoyens ne votent pas, rien ne changera », déplore-t-il.
Mobilisation générale pour les législatives
À quelques semaines du scrutin législatif, le porte-parole du COJEP et candidat à Guiberoua, appelle à une mobilisation citoyenne accrue. « Les élections ne se gagnent pas sur Facebook ni dans les maquis. Elles se gagnent dans les bureaux de vote. Si chaque Ivoirien qui se plaint de la situation du pays décide enfin de voter, la carte politique sera transformée », assure-t-il. Le COJEP entend mener, dans les semaines à venir, une

vaste campagne de sensibilisation dans les quartiers populaires d'Abidjan et à l'intérieur du pays pour encourager les jeunes et les femmes à s'inscrire sur la liste électorale. Les prochaines législatives sont perçues comme un test majeur pour toutes les forces politiques, dans un contexte de tensions nourries par les débats autour de la présidentielle de 2025. Le COJEP, fondé par Charles Blé Goudé, ambitionne de rentrer au Parlement et de peser davantage dans le paysage politique national. « La clé est simple : voter. Le reste découlera du choix souverain du peuple », conclut Me Serge Ouraga



Diplomatie parlementaire: le Sénat ivoirien et l'Ambassade du Liban renforcent leur coopération



Le Sénat ivoirien a accueilli, ce jeudi 20 novembre 2025, une importante rencontre diplomatique au cœur de sa Permanence. La Présidente de l'institution, Kandia Camara, a reçu en audience S.E. Mme Magida Karaki, Ambassadeur du Liban en Côte d'Ivoire. Cette rencontre s'inscrit pleinement dans la dynamique de diplomatie parlementaire que promeut le Sénat, en faveur d'un dialogue constructif

et d'un approfondissement des relations internationales. Au cours de l'audience, les deux personnalités ont passé en revue les relations historiques et bilatérales qui unissent la Côte d'Ivoire et le Liban, deux pays liés par une présence libanaise ancienne et fortement intégrée dans les activités économiques et sociales ivoiriennes. Les discussions ont également porté sur la nécessité de renforcer les échanges insti-

tutionnels et parlementaires, afin de mieux structurer la coopération entre le Sénat ivoirien et le Parlement libanais. Plusieurs pistes de collaboration concrètes ont été identifiées, notamment dans les domaines de la formation parlementaire, du partage d'expertise législative et du développement de projets conjoints. L'objectif affiché est clair : consolider les liens d'amitié, de coopération et de partenariat entre les deux na-

tions, tout en ouvrant la voie à des échanges multisectoriels plus dynamiques et mutuellement bénéfiques. Cette audience marque ainsi une nouvelle étape dans le renforcement des relations ivoiriano-libanaises, sous le sceau du dialogue institutionnel et de la coopération parlementaire.

Croisière internationale: 316 touristes découvrent les trésors de la Côte d'Ivoire

En moins de 24 heures, ce jeudi 20 novembre 2025, 316 touristes issus de divers horizons ont posé leurs valises en Côte d'Ivoire dans le cadre d'une croisière faisant escale sur trois sites emblématiques : Grand-Bassam, le Parc national du Banco à Abidjan, et Bingerville. Cette arrivée massive de visiteurs illustre l'engouement croissant pour la destination Côte d'Ivoire, soutenue par la bonne dynamique du secteur touristique et la montée en puissance des circuits organisés dans le pays. À l'initiative de cette opération, l'agence de voyage Ivoire Tourisme, qui œuvre activement à la valorisation du territoire ivoirien en tant que destination phare d'Afrique de l'Ouest. Grâce à ses programmes de promotion et d'accompagnement, la Côte d'Ivoire continue de mettre en lumière ses plages envoûtantes, sa gastronomie diversifiée, ses sites naturels préservés, ainsi que l'hospitalité chaleureuse de ses populations. Autant d'atouts qui renforcent l'image d'un pays stable, attractif et dynamique, reconnu non seulement comme locomotive économique de l'UEMOA, mais aussi comme une destination privilégiée pour des expériences touristiques authentiques et mémorables.



Côte d'Ivoire-Sénégal : vifs échanges entre Mamadou Koulibaly et l'ambassadeur Haïdara sur le trafic de bétail djihadiste

Mamadou Koulibaly « recadre » l'ambassadeur HaïdaraDans une réaction virulente publiée sur les réseaux sociaux, l'ancien président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, Mamadou Koulibaly, a vivement répondu à l'ambassadeur ivoirien au Sénégal, Mamadou Haïdara, qu'il accuse d'ignorer volontairement les conclusions de plusieurs rapports internationaux consacrés au blanchiment de capitaux et au trafic transfrontalier de bétail en Afrique de l'Ouest.Vols Embraer S'adressant directement au diplomate, qu'il qualifie ironiquement de « caporal-chef de la police de la pensée », M. Koulibaly regrette que ce dernier ait privilégié « l'attaque personnelle », plutôt qu'un débat de fond sur les risques sécuritaires et économiques identifiés dans les documents concernés.

Le Bounkani pointé comme zone clé du trafic Dans son exposé, Mamadou Koulibaly résume les principaux points des rapports consultés, selon lesquels :la région du Bounkani, notamment Doropo et Tehini, constitue désormais une plaque tournante du blanchiment de bétail volé au Burkina Faso au profit du JNIM et de réseaux criminels associés ;les groupes armés sahéliens y déploient une stratégie d'extraction non violente de ressources, évitant les affrontements pour préserver leurs circuits économiques ;l'économie du bétail, centrale dans les conflits sahéliens, demeure l'une des sources de financement les plus résistantes des groupes armés. Selon ces analyses, les acteurs impliqués -négo-ciants, intermédiaires et réseaux transfrontaliers -engrangeraient des profits «deux à trois fois plus élevés» grâce à l'achat de bétail à bas prix, alimentant indirectement les groupes djihadistes.Des ramifications jusqu'à l'économie ivoirienne.Les rapports évoqués établissent également que des flux financiers illicites issus de ces trafics se seraient infiltrés dans plusieurs secteurs en Côte d'Ivoire, notamment :

l'immobilier, la grande distribution, les transferts internationaux, et l'économie informelle.

Mamadou Koulibaly pointe des conséquences «graves» pour l'État : érosion des recettes publiques, fragilisation institutionnelle, perte de transparence dans la gouvernance et menaces sur la stabilité économique.

« Se taire, c'est être complice » L'ex président de l'Assemblée Nationale [10 ans]



et ancien ministre, estime qu'ignorer ces alertes reviendrait à cautionner indirectement les activités terroristes dans la sous-région. Il accuse l'ambassadeur Haïdara de « légèreté », d'« irresponsabilité » et de préférer « s'attaquer au messenger » plutôt que de contribuer à une réponse structurée à ce qu'il décrit comme un « problème grave qui hypothèque la paix et l'avenir de tous ». La sortie de Mamadou Koulibaly, [officiellement à la retraite politique] intervient dans un contexte où le gouvernement ivoirien affirme renforcer son dispositif de lutte contre les flux illicites et l'infiltration criminelle dans les secteurs économiques stratégiques.

● Votre réponse puérile relève t-elle de la paresse, du désintérêt ou de l'irresponsabilité ? Peu importe.Je me permets de vous faire un résumé des études concernées pour vous. Considérez le comme ma contribution bénévole à votre éducation sur ces questions épineuses qui devraient préoccuper tout responsable politique à votre niveau. Pour les industries du blanchiment de capitaux en CI et du recel de bétail volé au Niger, Mali et Burkina, sur le marché ivoirien, il

est dit, entre autres, que:

■ 1) la région du Bounkani, (avec Doropo et Tehini...) est devenue une plaque tournante clé du blanchiment de bétail volé au Burkina Faso, facilitant les flux financiers vers le JNIM et les réseaux criminels associés. La région du Bounkani en Côte d'Ivoire joue un rôle secondaire mais néanmoins important dans cet écosystème.

■ 2) La fonction de blanchiment des capitaux issus de ces régions, corrobore que le JNIM est capable de s'assurer des ressources dans le Bounkani, donc en Côte d'Ivoire, sans recourir à la violence, ce qui met en évidence une stratégie d'extraction non violente de fonds et donc de long terme, dans les principaux corridors logistiques.Vols Embraer

■ 3) Ces tendances réaffirment le rôle central de l'économie du bétail dans l'écosystème conflictuel du Sahel et de l'Afrique de l'ouest côtière. Le vol de bétail restant l'une des sources de financement les plus résilientes et les plus lucratives

pour les groupes armés opérant dans la région.

■ 4) L'implication d'acteurs armés dans le marché transfrontalier du bétail fausse les dynamiquescommerciales, générant des profits deux à trois fois plus élevés pour les intermédiaires et les

négociants en bétail, qui peuvent acheter du bétail volé à des prix très bas pour financer indirectement les terroristes et le JNIM.

■ 5) Cette convergence

d'intérêts entre des puissants acteurs économiques des États côtiers dont votre pays, et les acteurs liés au terrorisme, renforce le statu quo, sape les efforts de consolidation de la paix et brouille les lignes entre acteurs de la lutte contre le terrorisme, réseaux criminels et le blanchiment des capitaux en Afrique de l'ouest.

■ 6) Un état des lieux du blanchiment de capitaux en Côte d'Ivoire amène au constat que les flux financiers illicites, se retrouvent dans le financement:

- de l'immobilier;
- de la grande distribution;
- des circuits des transferts internationaux;
- du développement de l'économie informelle.

■ 7) Pour quelles conséquences globales?

- Ces activites financent le renforcement des djihadistes et autres criminels et terroristes dans la sous-région.
- Elles réduisent les capacités institutionnelles déjà insuffisantes de l'État ivoirien.
- Elles Érodent les recettes publiques.
- Elles minent la transparence de la gouvernance et compromettent la stabilité économique et financière de l'État.
- Elles contreviennent au discours sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

■ 8) Face à ces constats et à leurs conséquences, se taire n'est pas de la dignité mais de la complicité et de l'irresponsabilité. L'indignité, c'est vous qui l'incarne, préférant attaquer le messenger plutôt que de vous employer à trouver des solutions à ce problème grave qui hypothèque la paix et l'avenir de tous. Diplomatiquement, votre Excellence !

Sommet sur le climat: un accord minimal qui divise la communauté internationale



Au terme d'une séance de clôture mouvementée, près de deux cents États ont validé, hier soir au Brésil, un accord climatique jugé décevant par une grande partie de la communauté internationale. Si l'adoption du texte évite l'échec diplomatique, elle n'a suscité ni enthousiasme ni sentiment d'avancée majeure. L'accord prévoit un renforcement du soutien financier destiné aux pays les plus vulnérables afin de les aider à faire face aux effets déjà visibles du réchauffement climatique. En revanche, les discussions sur la réduction progressive de l'usage du charbon, du pétrole et du gaz n'ont pas abouti. Malgré la pression d'un large bloc de pays favorables à une transition énergétique plus ambitieuse, les

États producteurs d'hydrocarbures — emmenés par l'Arabie saoudite — ont réussi à empêcher toute mention contraignante sur ce point.

« Un texte très en dessous des attentes »
Si certains saluent malgré tout l'effort collectif, beaucoup dénoncent un accord **« trop timide »** et incapable de répondre à l'urgence climatique. Hilde Stroot, spécialiste des questions climatiques au sein d'Oxfam Novib, se montre sévère à l'égard du compromis trouvé. Selon elle, « une fois encore, les pays en développement, pourtant en première ligne face aux impacts du réchauffement, ressortent perdants ». Elle dénonce le caractère **« trop vague »** des

engagements financiers et regrette que les sources de financement promises restent « largement indéterminées », laissant planer des doutes sur la mise en œuvre réelle du soutien prévu. Cet accord arraché au terme de négociations laborieuses relance le débat sur la capacité de la communauté internationale à agir collectivement face à l'urgence climatique. Les signaux de ces derniers mois ne sont guère encourageants : la conférence consacrée à la lutte contre la pollution plastique s'est soldée par un échec, tandis que les États-Unis ont récemment bloqué un texte visant à verdir le secteur du transport maritime. Washington était d'ailleurs absent de ce sommet au Brésil, après son retrait de l'Ac-

cord de Paris sous la présidence de Donald Trump, un choix qui continue de peser sur les dynamiques de coopération mondiale. L'édition 2026 du sommet sur le climat se tiendra en Turquie, sous présidence australienne. Les deux pays ont longtemps rivalisé pour accueillir l'événement, avant de s'entendre sur cette formule hybride. Reste à savoir si le dénouement confus du sommet de Belém restera une exception ou s'il révèle une tendance plus profonde : celle d'un processus international de plus en plus incapable de produire des avancées tangibles.

Côte d'Ivoire: Ahoua Don Mello affiche son soutien aux cadres du PPA-CI candidats aux législatives



Le candidat indépendant à la dernière présidentielle, Ahoua Don Mello, a officiellement apporté son soutien aux cadres du Parti des peuples africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI) qui ont choisi de se présenter aux élections législatives du 27 décembre, malgré la consigne de boycott émise par le comité central du parti. Dans un communiqué, l'ancien ministre et figure historique de la gauche ivoirienne affirme comprendre et soutenir « le choix de responsabilité » de ces cadres, estimant que la présence du PPA-CI à l'Assemblée nationale « reste indispensable pour défendre les droits des populations » et éviter « un vide politique préjudiciable ». Cette prise de position intervient alors que le parti de Laurent Gbagbo traverse une vive controverse interne. La décision de boycott, publiée début novembre, avait été diffusée avant la validation finale de l'ancien chef de l'État, provoquant des tensions entre la direction et plusieurs responsables locaux. En affichant son appui aux candidats dissidents, Don Mello se démarque ouvertement de la ligne officielle et relance le débat sur la stratégie du PPA-CI à l'approche du scrutin. Une posture qui pourrait redessiner les rapports de force au sein de l'opposition, alors que la campagne législative s'annonce particulièrement disputée.

Paul Pogba rejoue enfin: un retour symbolique après plus de deux ans d'absence

Plus de deux ans après sa dernière apparition en compétition officielle, Paul Pogba a de nouveau foulé une pelouse de Ligue 1. Entré en fin de match lors de la lourde défaite de Monaco à Rennes (4-1), samedi 22 novembre, le milieu de terrain de 32 ans a retrouvé des sensations qu'il n'avait plus connues depuis septembre 2023, date de son dernier match avec la Juventus Turin. Ce bref passage, une dizaine de minutes seulement, a pourtant eu valeur d'événement. Suspendu pour dopage à la testostérone entre 2023 et mars 2025, puis ralenti par des blessures à répétition, l'ancien champion du monde vivait dans une forme de parenthèse sportive. Son retour attendait un terrain pour s'incarner : il a désormais eu lieu, sous les applaudissements du public rennais, qui a salué chacune de ses touches de balle. Vêtements de sport Pour l'AS Monaco, qui lui a accordé un contrat de deux ans malgré les incertitudes entourant sa condition physique, ce premier aperçu ressemble à un pari qui commence à prendre forme. Le club du Rocher espère que Pogba pourra retrouver progressivement du rythme et offrir l'influence qu'on lui connaît lorsqu'il est en pleine possession de ses moyens. Pour Pogba, cette entrée en jeu marque surtout la fin d'une longue traversée du désert. Révélé au plus haut niveau en 2012 avec la Juventus, consacré en 2018 avec l'équipe de France championne du monde, il tente désormais de relancer une carrière stoppée net au moment où elle devait entrer dans sa maturité. Le chemin restera long, mais le 22 novembre 2025 restera comme la date de son retour au football professionnel : un premier pas, enfin, vers une renaissance espérée. Paul Pogba debut for AC Monaco. The long balls are back!.



Achraf Hakimi sacré Joueur africain de l'année



Le défenseur du Paris Saint-Germain, Achraf Hakimi, a remporté ce mardi à Rabat le Joueur africain de l'année, devançant logiquement Mohamed Salah et Victor Osimhen. Le latéral droit devient ainsi le premier Marocain à décrocher ce trophée depuis Mustapha Hadji en 1998. Ému lors de son discours, Hakimi a remercié ceux qui ont contribué à sa réussite «C'est un rêve. Il y a des gens qui ont cru en moi depuis que je suis petit. Je dois remercier tous ceux qui m'ont soutenu. Je remercie Sa Majesté le roi Mohammed VI dont je suis très fier, ainsi que mon président Nasser Al-Khelaïfi pour sa confiance depuis mon arrivée au PSG. Je remercie aussi tous mes coéquipiers et Luis Enrique qui m'ont aidé à devenir un meilleur joueur et une meilleure personne. » Son sacre fait naturellement la une au Maroc. Le média Morocco World News salue un « titre historique », tandis que L'Opinion évoque « une distinction qui en appelle d'autres » pour cette génération marocaine présentée comme l'une des plus talentueuses de l'histoire.

En Europe, le retentissement est aussi notable. En Espagne, Marca met en avant le rayonnement continental du joueur formé au Real Madrid. En France, Le Parisien titre « Hakimi superstar », soulignant le nouveau statut du défenseur, devenu en quelques années l'une des références mondiales à son poste.

Impression de Tee-shirt, Polos, Chasuble Calendrier - Bâche numérique - vinyle autocollant, kakemono, journal Magazine, Affiches A5- A4- A3- A2

Contact : +225 07 58 16 20 73 - 01 40 00 69 20

● SM 74 offset ● Konica numérique ● Traceur numérique ● Presse Tee-shirt

MACHINES OFFSETS ET NUMÉRIQUES POUR UNE IMPRIMERIE A VENDRE
SM 52 - SM 74 - SM 102 - CTP . Machine DTF. A vendre (sur commande)